

# Ensemble

Presse coopérative et indépendante

www.journalensemble.coop

Vol. 03, N° 08 • Juin 2012

Canada Post Publication n° 42412516

## Édition spéciale Québec-Appalaches

En prévente - Abonnez-vous !

Distribuée gratuitement ce mois-ci aux 3 000 coopératives du Québec

Québec - Les Grands Rangs, Coopérative de solidarité des terroirs

### « Mangez fier pour que demain soit »

Trouver du lait entier, ou du lait de chèvre artisanal en pleine ville, c'est possible? Depuis l'ouverture de l'épicerie-cantine des Grands Rangs, Coopérative de solidarité des Terroirs, le 14 juin dernier, c'est à l'angle Saint-Joseph et Caron que convergent les produits agroalimentaire de proximité, directement du producteur au consommateur. « Mangez fier pour que demain soit », dit leur intense devise.

Nicolas Falcimaigne

« Embarquer 57 producteurs dans une coopérative qui n'était pas ouverte, c'est assez impressionnant, confie Amélie Tendland, gérante de l'épicerie-cantine. On a une belle diversité de produits: des fromages, des charcuteries, des huiles, de la farine, des confitures, de la moutarde, des champignons, de la belle viande biologique de qualité, des fruits congelés, du poisson, des produits laitiers artisanaux... on a tous les produits d'une épicerie conventionnelle, mais 100% québécois et artisanaux. »

Si elle convient que la qualité a un prix, et que certains produits sont plus dispendieux, d'autres sont toutefois moins cher qu'en grande surface. Le fait de traiter directement avec le producteur, en plus de permettre



Amélie Tendland, gérante, et Éric Proulx, président et membre travailleur, ont ouvert les portes de l'épicerie-cantine aux membres, partenaires, médias et quelques animaux. Photo: Nicolas Falcimaigne

#### DOSSIER: Forums coop Québec-Appalaches - p. 6-7



- Pour les jeunes, coopérer, c'est plus qu'entreprendre
- Des réponses concrètes aux besoins de la région
- L'Université Laval a la piqûre coopérative

SUITE EN PAGE 2  
Grands Rangs

Beauceville - Coopérative de solidarité de santé de la MRC Robert-Cliche

### Des groupes autogérés pour prendre en charge sa santé

Les groupes Hans Kai, très populaires au Japon depuis plus de 50 ans, ont fait leurs preuves en matière de prévention des maladies chroniques et du mieux-être de la population. La Coopérative de santé Robert-Cliche, pionnière au Québec, a développé avec succès ce modèle sur le territoire de sa MRC, à la suite d'une mission au pays du soleil levant effectuée en 2007 par sa directrice, Nancie Allaire, alors commissaire au développement du CLD Robert-Cliche. Motivation, engagement et autogestion des ateliers sont de mise pour les participants qui prennent ainsi en main leur santé avec le soutien d'un agent de prévention et de bénévoles. L'enjeu est de taille, car les maladies chroniques vont doubler d'ici 2020.

Depuis sa création en mai 2008, la Coopérative de solidarité de santé de la MRC Robert-Cliche a développé des services de proximité en médecine familiale. Cette structure avant-gardiste poursuit le double objectif de maintenir les services dans les communautés là où ils existent et de soutenir les médecins et les professionnels de la santé travaillant en milieu rural.

Christine Gilliet

Avec huit médecins et deux points de services à Beauceville et Saint-Victor, les citoyens ont ainsi accès à des consultations avec et sans rendez-vous dans des plages horaires de jour et de soir, à des soins complémentaires tels que des prélèvements

sanguins et des traitements à l'azote, et aux groupes Hans Kai.

#### LAUDACE ET LA RÉUSSITE D'UNE JEUNE COOP

La coopérative totalise 5 000 membres dont les cotisations représentent 50% des revenus annuels, les autres revenus provenant, entre autres, des locations des locaux et des soins complémentaires. Pour chaque membre, l'achat des parts sociales s'élève à 70\$, la contribution de la première année à 30\$ et la contribution annuelle volontaire suggérée à 86\$ pour les années suivantes. La

SUITE EN PAGE 3

Hans Kai

LA COOPÉRATION:  
UNE QUESTION  
DE VALEURS

la démocratie  
l'équité  
l'égalité  
la solidarité



COOPÉRATIVE  
FUNÉRAIRE  
DES DEUX RIVES

418 688-2411  
1 888 688-2411

coopfuneraire2rives.com f l e  
residence@coopfuneraire2rives.com



LA PRESSE  
COOPÉRATIVE  
EN TOURNÉE



2012 Année  
internationale des  
coopératives

Le journal  
Ensemble  
est en tournée dans les  
régions du Québec. Les  
abonnés reçoivent  
toutes les éditions  
papier régionales.

Réservez votre place aux  
premières loges!

Abonnement en ligne:  
coop.journalensemble.coop

Ensemble  
Presse coopérative et indépendante www.journalensemble.coop



Années internationale des coopératives, 2012

## Desjardins, meilleure entreprise citoyenne au Canada, selon Corporate Knights

Après Mountain Equipment Co-op en 2010 et Co-operators en 2011, le Mouvement des caisses Desjardins, fondé à Lévis, a été nommé Meilleure entreprise citoyenne du Canada 2012. Une occasion pour le Mouvement de faire connaître les récentes innovations du groupe financier coopératif québécois.

Geneviève David

Le réputé magazine militant Corporate Knights a annoncé le 8 juin dernier qu'il classe le Mouvement Desjardins en première place des 50 meilleures entreprises citoyennes au Canada. Ce magazine publie annuellement un palmarès basé sur onze critères différents mesurant entre autres la performance sociale, environnementale et de gouvernance des entreprises.

Les deuxième et troisième positions du classement sont aussi occupées par des coopératives, soit la Vancouver City Savings et Co-operators.

Cette distinction, qui s'inscrit dans le cadre de l'Année internationale des coopératives, est d'autant plus importante puisqu'elle met en lumière les efforts déployés par le mouvement depuis 2005 pour mettre en place une politique de développement durable et la pensée novatrice portant sur la philosophie de responsabilité sociale de son fondateur.

### UNE RÉCOMPENSE ATTENDUE

Présent sur le marché financier canadien depuis plus d'un siècle, le Mouvement Desjardins voit en cette nomination une juste reconnaissance des modifications

entamées en 2005. Parmi les changements les plus remarquables, figure entre autres l'octroi de rabais de 15% et de 10% sur les primes d'assurance, respectivement sur les voitures hybrides/électriques et les véhicules à basse consommation. L'organisation a également réduit ses dépenses en carburants fossiles en améliorant la performance énergétique de ses locaux, en limitant ses impressions papier, en installant une ligne de navette Lévis-Montréal pour ses employés et en installant un programme incitatif au covoiturage et à l'utilisation des vélos BIXI pour les employés.

### LE POUVOIR D'AGIR, UNE VISION D'AVENIR

La reconnaissance du groupe encourage à continuer à déployer les efforts nécessaires en matière de développement Durable et de responsabilité sociale, a déclaré Mme Monique F. Leroux, présidente et chef de la direction du Mouvement Desjardins.

« En cette Année internationale des coopératives, Desjardins entend garder le cap sur la prospérité durable de ses 5,6 millions de membres et de leurs collectivités, que ce soit en renforçant notre expérience-membre, en réduisant notre empreinte écologique ou en innovant dans la gouvernance démocratique de notre réseau de caisses. », a-t-elle conclu.

### VERS LE SOMMET INTERNATIONAL

Cette annonce survient à l'approche du Sommet international des coopératives, qui se tiendra du 8 au 11 octobre à Québec. Le Mouvement Desjardins y convie des représentants des 300 plus importantes coopératives de la planète autour du thème « L'étonnant pouvoir des coopératives ».



Toby Heaps, chef de la direction, Corporate Knights et Denis Berthiaume, premier vice-président et directeur général, Gestion du patrimoine et Assurance de personnes, Desjardins. Photo: Christobal Ramirez

**Donnez votre avis sur votre journal coop!**  
[www.sondage.journalensemble.coop](http://www.sondage.journalensemble.coop)

## SUITE DE LA UNE Grands rangs

une meilleure connaissance des produits, élimine le coût de distribution et rend le prix avantageux, tant pour le producteur que pour le consommateur. « C'est l'avantage de la coopérative. »

Bruno Blais, directeur général de La Barberie, siège aussi au conseil d'administration des Grands Rangs. « Il était vraiment temps que ça ouvre. L'arrimage avec Le Clocher Penché, ça va être génial. C'est un plus pour tous les gens du quartier Saint-Roch. »

Mathieu Brisson, chef et co-propriétaire au fameux Café du Clocher Penché, situé en face, précise que cette « Cantine la Luncheonette » sera un produit distinct, plus accessible et rapide. « C'est vraiment un fast food avec des produits québécois et des grill-cheese. On attaque la rue! »

L'épicerie-cantine n'est qu'un premier pas pour Eric Proulx, président et membre travailleur: « les prochaines étapes, c'est la mise en place d'un réseau de distribution, avec l'hôtellerie, le restaurant, l'institutionnel, livrer des paniers dans les quartiers, donner des cours, diffuser des documentaires, puis la création d'un agro-village, dans deux ans,

avec une laiterie-fromagerie, une cuisine et une brasserie, sur un site agrotouristique de la région de Portneuf. »

Interrogé sur le risque de lancer un projet d'une telle envergure dans le secteur agro-alimentaire, Matthieu Boisvert, conseiller de la Caisse d'économie solidaire Desjardins, se fait rassurant. « Le partenariat avec un restaurateur, déjà reconnu dans le quartier, donne une solidité au projet. » Il ajoute que, pour la Caisse d'économie solidaire, l'engagement des membres est considéré comme un facteur qui réduit le risque.

Selon Philippe Garant, directeur général du Réseau d'investissement social du Québec (RISQ), le projet a toutefois fait face à la nécessité de sortir des modes de financement traditionnels. « Il y a beaucoup de membres, des parts privilégiées et autres, mais ce n'était pas suffisant pour compléter le montage financier. La Fiducie du Chantier de l'économie sociale et le RISQ, c'est du capital patient disponible pour compléter les montages financiers et aider une structure comme ici à lever », explique-t-il.

Pierre-Luc Bonneville, directeur général de la Coopérative de développement régional (CDR) de Québec-Appalaches, souligne enfin que « ce qui est plaisant, c'est de voir qu'il existe encore des promoteurs de la trempe d'Eric et de son équipe qui, malgré les embûches, les difficultés, réussissent à aller porter les projets à terme ».

**Une Coopérative de Travail solide et transparente depuis 25 ans.**

**Les Constructions Ensemble,**  
505, Franklin, Québec. Qc G1N 2L3  
Tél. : 418-682-8362 | Fax : 418-682-0503  
No RBQ : 2359-2439-23

**Ensemble** Courriel : [info@constructionsensemble.com](mailto:info@constructionsensemble.com)  
Site internet : [www.constructionsensemble.com](http://www.constructionsensemble.com)

## SUITE DE LA UNE Hans Kai

coopérative de santé bénéficie de l'appui de plusieurs partenaires : le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT), les municipalités de la MRC, le Centre local de développement (CLD) Robert-Cliche, Desjardins, le Forum jeunesse Chaudière-Appalaches, le Centre de santé et des services sociaux de Beauce, ainsi que l'Agence de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches.

### SUR LA LANCÉE, LES GROUPES HANS KAI

Fort de son succès, la coopérative a pris l'initiative au début de l'année 2010 de mettre en place des groupes de prévention et de promotion de la santé Hans Kai, inspirés du modèle japonais. Avec plus d'une quinzaine de groupes autogérés, elle a développé pour les familles de la Beauce une véritable plateforme de sensibilisation à la prévention des maladies chroniques et à la prise en charge de saines habitudes de vie.

« Chaque atelier est développé selon les besoins d'un groupe de citoyens ou d'employés d'une entreprise », explique Michel Thisdel, agent de prévention, recherche et promotion de la santé à la coop. Les participants décident de la thématique: alimentation, bouger plus et mieux, gestion du stress, comment et quand consulter un médecin, et la prise en charge des maladies chroniques. Ils fixent eux-mêmes les règles de fonctionnement de l'atelier et s'engagent pour un minimum de dix rencontres mensuelles, d'une durée de 90 minutes chacune. L'atelier est gratuit pour les membres et coûte 75 \$ aux non-membres.

Chaque mois, 200 personnes se rencontrent et s'entraident dans ces ateliers interactifs, avec le soutien de 30 professionnels de la santé. Elles se questionnent sur leurs habitudes de vie, s'informent, mesurent les indicateurs de leur santé (glycémie, tension artérielle, poids) et en suivent l'évolution. Dans l'esprit de cette dynamique où la motivation et l'engagement sont soutenus, elles sont amenées à effectuer des changements dans leur mode d'existence, pour vivre mieux et en meilleure santé.

En tissant des liens à l'intérieur du groupe, certains participants poursuivent leurs efforts en commun hors de ce cadre pour pratiquer des activités physiques ou s'entraider.



Au Japon, on compte 25 000 groupes Hans Kai. Un modèle efficace de prévention en santé, adapté à la réalité québécoise par la Coopérative de santé Robert-Cliche. Photo: Coop de santé Robert-Cliche.

### PRÉVENIR, UN OBJECTIF PRIORITAIRE

Au Japon, les groupes Hans Kai sont nés après la Deuxième Guerre mondiale, de manière spontanée et avec des bénévoles, pour répondre à des besoins de distribution alimentaire. Ils ont évolué pour devenir

des coopératives de consommateurs, puis des unités de base des coopératives de santé en 1965. « Ils sont cités en exemple par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui prévoit d'ailleurs une augmentation de 57% des maladies chroniques à l'échelle mondiale d'ici 2020 », souligne Michel Thisdel. Au Québec, ces maladies (cardiopathies, accidents vasculaires cérébraux, cancer, affections respiratoires, diabète...) suivront cette même courbe dans la prochaine décennie et sont déjà responsables de plus de 70% des décès chaque année.

Parmi les 54 coopératives de santé au Québec, la coopérative de la MRC Robert-Cliche est le chef de file pour le développement des groupes Hans Kai. Elle travaille en collaboration avec des coop du Manitoba et de l'Acadie au Nouveau-Brunswick, qui implantent actuellement ce concept dans leurs communautés. Si le modèle s'avère particulièrement adapté au milieu rural, il pourrait être exportable dans les villes à l'échelle des quartiers et dans d'autres groupes de médecine familiale (GMF).

# Je participe

Nom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Courriel : \_\_\_\_\_  
Téléphone : \_\_\_\_\_

## Devenir membre

<b>J'annonce</b> Adhésion annonceur (membre auxiliaire) 200\$ <input type="checkbox"/>	<b>Je m'informe</b> Adhésion lecteur (membre auxiliaire) 20\$ <input type="checkbox"/>	<b>Je publie</b> Adhésion journaliste (premier article) <input type="checkbox"/>
---	---	---

## Je m'abonne au tarif membre

Abonnement papier : 90\$  
 Abonnement courriel (PDF) : 25\$

Je souscris des parts privilégiées pour soutenir la mission de la coopérative : \_\_\_\_\_ \$  
 Je transmets cet abonnement avec le paiement du total ( \_\_\_\_\_ \$) à l'adresse suivante :

**PRÉ-VENTE**  
**10\$**  
**DE RABAIS**

**SUR**  
**L'ABONNEMENT**  
**PAPIER**  
POUR UNE DURÉE LIMITÉE!

Coopérative de journalisme indépendant. 86, Deuxième rang Est, Trois-Pistoles (Québec) G0L 4K0  
418 860-1609 - [www.journalensemble.coop](http://www.journalensemble.coop)

Je refuse de découper mon superbe exemplaire d'Ensemble : Adhésion et abonnement en ligne : [coop.journalensemble.coop](http://coop.journalensemble.coop)  
Je m'abonne par téléphone ou par courriel : 418 857-2712 ou [administration@journalensemble.coop](mailto:administration@journalensemble.coop)

# Parce qu'ensemble, on va plus loin. Ensemble

Presse coopérative et indépendante [www.journalensemble.coop](http://www.journalensemble.coop)

**LES PRESSES DU FLEUVE**  
**SEUL IMPRIMEUR INDÉPENDANT**  
à l'est de Montréal

**EN RÉGION ON FAIT BIEN PLUS QUE BONNE IMPRESSION**

**ON DONNE UN SERVICE IMPRESSIONNANT!**

» JOURNAUX  
» CIRCULAIRES  
» NAPPERONS

» REVUES  
» BOTTINS  
» TÉLÉPHONIKES  
et bien plus...

Gilles Robitaille, directeur général  
100, avenue de la Cour,  
Montmagny (Québec) G5V 2V9

T 418 248.5500  
SF 1 877 248.0020  
F 418 248.3800

Les PRESSES du FLEUVE Inc.  
Imprimeurs

## Québec - L'Accorderie de Québec, coopérative de solidarité Coopérer sans monnaie

Sommes-nous encore solidaires dans cette ère de l'égoïsme? Il y a déjà dix ans, deux organismes fondateurs de L'Accorderie, la Caisse d'économie solidaire Desjardins et la Fondation Saint-Roch, ont édifié ensemble un concept « qui vise à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, puis à favoriser la mixité sociale ». Privilégiant l'entraide, la coopération et le partage entre les individus, ses adhérents proposent désormais plus de mille services! Le temps d'une entrevue avec Isabelle Boutin, coordonnatrice de L'Accorderie de Québec, coopérative de solidarité, entrons dans un monde où règnent les valeurs de l'humanisme, là où chacun trouve son compte mais au détriment d'aucun.

Jean-François Veilleux

volontaire à une mission, un engagement envers l'autre au profit de tous?

**Jean-François Veilleux, journal Ensemble:** Parlez-nous des valeurs et des objectifs qui animent ce projet d'envergure?

**Isabelle Boutin, coordonnatrice de L'Accorderie de Québec, coopérative de solidarité:** L'un des problèmes actuels, c'est que dans les grandes villes, les gens ne se connaissent plus. Ainsi, par l'entremise des talents, des prédispositions et des capacités de chacun, nous voulons favoriser la connaissance de l'autre par la simple volonté d'échanger un service pratique (dépannage informatique, calcul d'impôts, aide en français ou en langues secondes, couture, peinture, travaux extérieurs, aménagement paysager, cours de musique, etc.).

Ensuite, il faut dire que tout repose sur nos 555 membres et l'égalité entre eux: tous les accordeurs sont égaux, peu importe leur origine sociale ou culturelle, leur statut de citoyen, leurs croyances etc. Tout le monde peut devenir membre de L'Accorderie. Lorsqu'une personne nous contacte, on ne lui demande pas d'où elle vient, ce qu'elle fait dans la vie, des questions trop habituelles, mais bien quel service elle peut offrir!

**J.-F. V.:** Loin du simple bénévolat, n'est-il pas plutôt question du «volontariat», soit au-delà du service rendu, la participation

**I. B.:** Les valeurs de base restent les mêmes: entraide, solidarité, partage, mais ce n'est pas du bénévolat ou même du volontariat, car tous les services sont en fait rémunérés, non en argent mais en temps. Du temps que les membres peuvent accumuler pour acheter des services plus tard. Par exemple, une heure d'aide en informatique peut se transformer, ou plutôt s'échanger, en une heure d'aide pour le potager.

**J.-F. V.:** L'un des fondements de la coopération, c'est l'équité dans la participation aux résultats financiers. Or, vous êtes une coopérative hors du commun car depuis 2011, vous êtes une coop... sans transactions d'argent! Comment vivez-vous cette situation spéciale?

**I. B.:** Il faut préciser qu'il n'y a que L'Accorderie centrale, celle de Québec, qui est devenue une coopérative depuis un an. En fait, c'est surtout «l'esprit de coopération» qu'on visait au départ plutôt que de vouloir faire des profits.

L'échange de services existe tous les jours dans notre société, par l'entremise de l'argent, mais nous, on voulait vraiment un système d'échange sans étalon monétaire tel qu'on le connaît actuellement. Dans un monde idéal, l'Accorderie marcherait sans



«Tous les services sont en fait rémunérés, non en argent mais en temps. Du temps que les membres peuvent accumuler pour acheter des services plus tard. Par exemple, une heure d'aide en informatique peut se transformer, ou plutôt s'échanger, en une heure d'aide pour le potager», précise Isabelle Boutin, coordonnatrice, ici en compagnie de Audrey Broggnini, animatrice à la vie associative.

Photo: Nicolas Falcomagne

structures: les gens s'échangeraient des services par eux-mêmes, dans leur village, leur quartier.

**J.-F. V.:** Considérant l'absence de tarifs dans votre entreprise, comment parler de «rentabilité», pourtant une condition de base de l'économie sociale?

**I. B.:** Au niveau financier, la main d'œuvre est toujours équivalente à du temps, plutôt qu'à de l'argent. C'est certain que ce n'est pas par les activités mêmes que nous allons devenir rentables, si l'on peut dire, mais c'est bien par la prise en charge des personnes que nous pourrions favoriser la création de diverses richesses.

Nous avons deux types de membres: les membres de soutien (pour soutenir la cause dans son idée) et les membres utilisateurs. Il n'y a que de la première catégorie de membres que l'on attend une sorte d'implication financière, par quelques dons en argent afin de soutenir l'organisation, par exemple.

Viser «l'empowerment» [NDLR: renforcement positif par l'autonomisation] des personnes afin de stimuler la confiance en soi, dans ces échanges entre personnes qui ne viennent pas du tout du même milieu, voilà un atout qui profite à tous!

En situation normale, ces gens n'auraient pas eu à se rencontrer. Mais grâce à l'échange favorisé par L'Accorderie, nous voulons générer de la richesse par le développement de la capacité des gens, de leurs aptitudes et de leur interaction. C'est donc une sorte de «monnaie sociale», car la rentabilité va être surtout sociale, moins financière.

**J.-F. V.:** Pourquoi avoir choisi le modèle coopératif pour L'Accorderie de Québec?

**I. B.:** Il y a plusieurs raisons, mais c'est entre autres pour représenter vraiment ce qu'on veut implanter, c'est-à-dire un système mis en place par les membres eux-mêmes, afin qu'ils soient impliqués dans leur communauté. Nous voulons donc favoriser l'implication des membres dans leur Accorderie régionale.

**J.-F. V.:** Quels changements ce nouveau statut a-t-il opéré?

**I. B.:** En fait, il n'y a pas vraiment eu de changements majeurs sauf un. Nous voulions également changer la gouvernance (la proportion de membres fondateurs et de membres utilisateurs au conseil d'administration). À la suite du changement de statut, il y a eu une modification: sur sept membres du CA, désormais cinq sont utilisateurs.

Ainsi, comme le but du modèle coopératif est justement de favoriser les membres, les utilisateurs sont maintenant davantage impliqués que les membres de soutien qui contribuent.

**J.-F. V.:** Comment démontrer que vous n'êtes pas un service financé principalement par l'extérieur, comme tant d'OBNL, organismes de charité, de services sociaux etc.?

**I. B.:** On ne peut pas vraiment le démontrer, mais idéalement on serait financé par des personnes qui croient au système que nous voulons bâtir, donc des membres de soutien principalement. Dans cette vision, nous sommes financés à l'interne, mais ce n'est pas un critère pour devenir un membre de soutien.

**J.-F. V.:** Votre Réseau rayonne maintenant dans plus de cinq régions du Québec. Quels sont vos projets pour l'avenir à court et long terme?

**I. B.:** Depuis 2007, il y a une forte demande pour ce type d'organisation. Nous avons donc décidé de créer un réseau d'accorderies indépendantes et régionales. Le Réseau Accorderie est maintenant indépendant de l'Accorderie de Québec. Celui-ci fournit entre autres des outils de promotion. Par exemple, le site Internet héberge les sections locales.

Il faut également répondre le plus possible aux besoins de nos membres qui sont impliqués dans les décisions importantes, notamment par l'entremise de comités où tous les membres peuvent siéger. Pour l'instant, il n'y a pas de projets concrets à définir outre le questionnement perpétuel sur notre développement. La priorité est surtout de s'assurer de continuer dans la recherche de financement durable.

Buckingham - Laiterie de l'Outaouais

## 1,5 millions de litres «vendus» avant la première pelletée de terre

Un récent article du journal *Ensemble*, publié en direct du Forum coopératif de l'Outaouais, abordait brièvement la Laiterie de l'Outaouais, société à capital-actions dont sont actionnaires deux coopératives. Nous sommes heureux d'inviter nos lecteurs à approfondir le sujet en lisant cet extrait d'une analyse intitulée *Les territoires de la coopération: le cas de la CDROL*, co-signée par Guy Chiasson et Sara Léon, de l'Université du Québec en Outaouais, ainsi que par Claudine Lalonde et Patrick Duguay, de la Coopérative de développement régional Outaouais-Laurentides (CDROL). L'article complet sera publié cette année dans la revue *Économie et Solidarités*.

Le projet de la Laiterie de l'Outaouais débute en 2006, à l'annonce de la fermeture de la Laiterie Château de Buckingham. Entreprise à propriété régionale au milieu des années 1940, la Laiterie Château est passée aux mains de coopératives agricoles jusqu'en 2006, alors que la marque de commerce est rachetée par Agropur, la plus grande coopérative de l'industrie laitière au Canada. La transaction effectuée avec le propriétaire du moment, Nutrinor, coopérative agricole du Saguenay, prévoyait l'arrêt de la production et la fermeture de l'usine qui serait finalement démolie. Cela voulait dire que le lait produit dans les fermes de la région serait désormais transformé à Montréal.

Suite à l'annonce de la fermeture, une première mobilisation est enclenchée. La CDROL, avec deux promoteurs disposant d'une expérience de transformation laitière à Mont-Laurier, avec l'appui de la chambre de commerce de Gatineau et de citoyens engagés de Buckingham, met sur pieds le Comité de

relance de la Laiterie. Le premier objectif de ce comité est d'alerter la population au sujet de la fermeture de la Laiterie Château et des implications pour le développement de la région. La première solution proposée était d'acheter la Laiterie Château pour continuer la transformation. Pendant quelques jours, le Comité de relance a exploré l'hypothèse d'une simple relance des opérations avec les anciennes installations de Château. Cependant, l'entente intervenue entre Nutrinor et Agropur interdisait la vente de l'usine à tout groupe qui envisageait la transformation laitière. Le Comité de relance a ensuite tenté de racheter les équipements, dans le but de les relocaliser dans une nouvelle usine. Cette option n'a pas non plus été jugée acceptable par les nouveaux propriétaires de l'usine.

Devant l'impossibilité de remettre Château en production, le Comité de relance a décidé de mettre ses énergies dans la construction d'une nouvelle usine. Un projet fort ambitieux, ne serait-ce que par

l'ampleur du financement requis et du temps passé à convaincre les divers bailleurs de fonds de la viabilité du projet. Le projet est cependant difficilement réalisable, puisque le comité n'est pas parvenu à réunir les sommes nécessaires auprès des différents bailleurs de fonds. L'investissement s'est avéré beaucoup trop risqué aux yeux des investisseurs fédéraux et provinciaux dont l'appui était incontournable. Cette autre déception n'a cependant pas eu raison de la volonté des promoteurs d'une laiterie régionale. Après plusieurs discussions et négociations entre les divers partenaires du Comité de relance, on a plutôt retenu une formule hybride. Le bâtiment abritant la Laiterie de l'Outaouais serait construit par un promoteur immobilier, qui le louerait ensuite à la Laiterie. Cette formule réduisait les coûts d'investissement initiaux et permettait un montage financier satisfaisant. L'entreprise privée sera appuyée par une coopérative de consommateurs et une coopérative de travailleurs.

En mai 2007, le Comité de relance, soutenu par les médias régionaux, a invité les citoyens à s'engager à consommer le Lait de l'Outaouais. Chaque famille pouvait inscrire sur Internet sa consommation future. Rapidement, le site Web a généré l'engagement de 5000 familles et 500 organisations. Près de 1,5 million de litres de laits annuels ont été «vendus». Cet engagement a certainement contribué à faire

bouger les bailleurs de fonds, notamment pour les convaincre de la présence d'un marché. Le Comité de relance a utilisé Internet et les réseaux sociaux régulièrement afin de susciter l'adhésion de la population.

La recherche du financement pour la nouvelle usine s'est étendue sur plusieurs mois. Grâce à l'engagement de la population à consommer le lait de la Laiterie, aux parts sociales des deux coopératives et aux prêts individuels des promoteurs, on a réussi, après beaucoup d'efforts, à convaincre les grands investisseurs publics provinciaux (notamment Investissement Québec) que le risque du projet n'était pas aussi grand qu'à première vue. Le Comité de relance a ainsi réussi à figoler un montage financier réunissant les 3 millions de dollars nécessaires à la réalisation du projet de la nouvelle laiterie.

C'est en 2008, lors d'un événement médiatisé, que plus de 150 personnes, chacun sa pelle en main, ont participé à la première pelletée de terre. La nouvelle usine allait être construite sur un terrain à l'est de la ville de Gatineau. Les opérations ont finalement débuté en juin 2010, trois ans et demi après la fermeture de la Laiterie Château de Buckingham. Aujourd'hui, un an presque jour pour jour après son ouverture, le lait de la Laiterie est bu dans «un foyer sur quatre» dans la région de l'Outaouais alors que l'entreprise emploie 21 travailleurs.



## VALORISER ET ENSEIGNER LE MODÈLE COOPÉRATIF

Les entreprises coopératives sont au cœur de l'activité économique du Québec.

La Chaire de leadership en enseignement en création et gestion de coopératives et d'entreprises collectives sensibilisera les étudiants aux possibilités infinies qu'offre la formule coopérative.

En les formant adéquatement, cette nouvelle chaire leur permettra, à leur tour, d'innover et de grandir dans ce modèle d'avenir.



Partenaire financier majeur



[www.ulaval.ca/recherche](http://www.ulaval.ca/recherche)



**Une coopérative de travail qui vous en fait boire de toutes les couleurs!**



La Barberie  
Microbrasserie - Coopérative de travail  
310, rue Saint-Roch  
Québec (Québec) G1K 6S2

## Dossier

# Québec-Appalaches, coop du berceau à l'université

Avec la fondation de la première caisse populaire, au domicile d'Alphonse et de Dorimène Desjardins, le 6 décembre 1900, Lévis est certainement l'un des berceaux de la coopération au Québec. Il n'est donc pas surprenant que les célébrations de l'Année internationale des coopératives trouvent un lieu de prédilection en la région de Chaudière-Appalaches et de la Capitale-Nationale.

C'est l'occasion pour le journal *Ensemble* de porter à l'attention de ses lecteurs et lectrices plusieurs coopératives et enjeux qui touchent ces régions, dans le cadre des deux forums régionaux organisés par la Coopérative de développement régional (CDR) Québec-Appalaches. Ce dossier central de l'édition de juin bénéficiera d'une diffusion accrue, puisqu'elle est exceptionnellement distribuée à toutes les coopératives du Québec dans le cadre de la prévente d'abonnements.

Forum coopératif de la Capitale-Nationale, tenu le 31 mai 2012

## Pour les jeunes, coopérer, c'est plus qu'entreprendre

Le forum coopératif de la Capitale-Nationale, tenu le 31 mai dernier à l'Université Laval, a fait la part belle à la question de la relève coopérative. Enjeu crucial au moment où le projet de société coopératif se présente de plus en plus comme une alternative aux problèmes sociaux, économiques et environnementaux, la relève a non seulement fait l'objet de l'annonce d'une chaire universitaire (à lire ci-contre), mais elle a aussi marqué les échanges de cette journée.

Nicolas Falcimaigne

Plusieurs panélistes et participants ont fait remarquer la forte proportion de jeunes coopérateurs et coopératrices en ce jeudi ensoleillé. C'est d'ailleurs le premier commentaire de Francine Ferland, présidente de la CDR Québec-Appalaches et présidente de la Fédération des CDR du Québec, interrogée en marge de l'événement.

« Ce qu'ils nous disent, c'est qu'ils adhèrent aux valeurs coopératives, constate-t-elle. À partir de ce moment-là, comment est-ce qu'on peut répondre à leurs attentes, comment peut-on les mobiliser autour d'un projet coopératif, par exemple. Quand tu as mis sur pied une coopérative ou œuvré dans un milieu coopératif, c'est là que tu comprends et que tu vis les valeurs coopératives. »

### LE RENOUEAU COOPÉRATIF

Plusieurs jeunes présents sont d'ailleurs des entrepreneurs, engagés socialement qui ont un important vécu sur le terrain. Myriam Michaud, coordonnatrice adjointe à la coopérative des cafés étudiants de l'Université Laval, travaille également à la mise sur pied d'un projet d'entreprise dans son domaine d'études. « Pendant l'Année internationale des coopératives, on montre beaucoup comment le modèle coopératif est pertinent, intéressant, fécond, rentable, ancré dans son milieu. » Cependant, ajoute la jeune femme, « il reste beaucoup de travail à faire, beaucoup de concertation, du travail à faire pour adapter le modèle coopératif au renouveau coopératif qui se passe. »

Tout en soulignant l'importance de donner des moyens aux entrepreneurs coopératifs, aux coopératives et à leurs membres, Mme Michaud souhaite que ce



Tout en soulignant l'importance de donner des moyens aux entrepreneurs coopératives, aux coopératifs et à leurs membres, Myriam Michaud, coordonnatrice adjointe à la coopérative des cafés étudiants de l'Université Laval, souhaite que ce soit dans le respect de la réalité de chaque coop. « Un des mots d'ordre, ce devrait être l'adaptabilité des solutions. »

Photo: Nicolas Falcimaigne

soit dans le respect de la réalité de chaque coop. « Un des mots d'ordre, ce devrait être l'adaptabilité des solutions », conclut-elle.

« Du côté des jeunes, ce que j'ai senti vraiment, c'est que coopérer ça dépasse le seul fait d'entreprendre », résume Hélène Simard, présidente-directrice générale du Conseil québécois de la coopération et de la mutualité (CQCM), lors de son traditionnel retour sur les discussions du forum, présenté en clôture.

Pour illustrer ce constat, elle cite un intervenant qui a dit: « j'avais mon projet de société, je voulais vivre un projet avec mon milieu. On porte des valeurs et c'est avec ces valeurs-là qu'on a entrepris de faire du changement. »

### LES ENJEUX DE LA RÉGION

Cette forte participation des jeunes

a teinté les questions soulevées par les participants aux ateliers du forum.

Poursuivant le portrait de la journée, Hélène Simard salue une évolution dans l'approche des partenaires socio-économiques de la région. « Les enjeux du milieu sont identifiés dans toute leur complexité », explique-t-elle, citant le développement des communautés, le souci d'optimiser et de répartir l'activité économique et l'emploi, la lutte à la pauvreté par la prévention, la culture comme pôle de développement et l'importance de bâtir des milieux de vie souchieux de l'environnement.

Au fil des ateliers, Mme Simard a relevé une inquiétude exprimée dans un atelier face à la reproduction des approches entrepreneuriales trop conventionnelles. « On veut entreprendre autrement, mais on n'ose pas gérer autrement », avait fait remarquer un participant.

en concertation et en partenariat.

Sur la question de la reconnaissance de l'investissement personnel, soulevée par Bruno Blais (lire l'entrevue en page Idées), Mme Simard souligne que c'est un débat important dans le milieu coopératif, et qu'il est difficile de trouver les bons mécanismes. « Il y a beaucoup de pays dans le monde où les lois coopératives ne prévoient pas nécessairement de réserve impartageable. C'est souvent les milieux où les coopératives sont les plus fragiles et où elles ont le moins de pérennité. »

Enfin, Mme Simard a relevé une inquiétude exprimée dans un atelier face à la reproduction des approches entrepreneuriales trop conventionnelles. « On veut entreprendre autrement, mais on n'ose pas gérer autrement », avait fait remarquer un participant.

Forum coopératif de Chaudière-Appalaches, le 19 septembre 2012

## Des réponses concrètes aux besoins de la région

Le Forum coopératif de Chaudière-Appalaches, organisé par la Coopérative de développement régional (CDR) Québec-Appalaches, se tiendra le 19 septembre prochain au Centre récréatif de St-Henri. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de l'Année internationale des coopératives, déclarée par l'ONU en 2012. Elle précèdera de quelques semaines le Forum coopératif national du 8 octobre et le Sommet international des coopératives qui se déroulera à Québec et à Lévis du 8 au 11 octobre 2012.

Simon Van Vliet

Dans la foulée du Forum coopératif de la Capitale-Nationale tenu le 31 mai dernier (à lire ci-contre), le Forum de Chaudière-Appalaches rassemblera les partenaires socioéconomiques et politiques ainsi que la société civile de la région. Il vise à « sensibiliser l'opinion publique au modèle d'affaires coopératif et à accroître la reconnaissance des coopératives auprès des gouvernements », souligne Mme Francine Ferland, présidente de la CDR Québec-Appalaches.

Durant la journée du Forum, trois ateliers seront offerts par des coopératives enracinées dans le milieu. Des présentations animées par des intervenants de différents horizons seront l'occasion pour les divers acteurs du mouvement coopératif de réfléchir collectivement à des solutions novatrices aux différents enjeux de développement dans la région. La réunion permettra aux parties prenantes d'échanger sur les besoins dans



Le Forum coopératif de Chaudière-Appalaches, comme celui qui vient de se tenir à Québec, vise à « sensibiliser l'opinion publique au modèle d'affaires coopératif et à accroître la reconnaissance des coopératives auprès des gouvernements », souligne Francine Ferland, présidente de la CDR Québec-Appalaches.

Photo: Nicolas Falcimaigne

les différentes communautés de Chaudière-Appalaches et d'identifier comment la formule coopérative permettrait d'y répondre adéquatement.

« En fin de journée, ce que j'espère, c'est qu'on sorte avec des idées de coopératives, a

confié Mme Ferland au journal *Ensemble*. Il y a des choses qui se font dans certains milieux, mais est-ce qu'on peut faire autre chose? On fait des coop de santé, on fait des coop de services à domicile. Est-ce qu'il y a d'autres besoins dans la région? »

Les inscriptions au Forum sont ouvertes à l'ensemble des acteurs du milieu et à la population régionale. L'information détaillée est disponible sur le site web de la CDR Chaudière-Appalaches ([www.cdrqa.coop](http://www.cdrqa.coop)), sous l'onglet Forum coopératif.

Chaire de leadership en enseignement en création et gestion de coopératives et d'entreprises collectives

## L'Université Laval a la piqure coopérative

Le 31 mai dernier, au terme du Forum coopératif de la Capitale-Nationale, le recteur de l'Université Laval, M. Daniel Brière, a annoncé la fondation d'une Chaire de leadership en enseignement (CLE) en création et gestion de coopératives et d'entreprises collectives. Financée à hauteur de 350 000 \$ sur cinq ans par la coopérative en milieu scolaire Zone, la nouvelle chaire vise le développement de la formation en administration des coopératives.

Simon Van Vliet

Le projet de chaire était en gestation depuis 2007 à la Faculté des sciences de l'administration (FSA). « On explorait différentes façons de promouvoir le mouvement coopératif », rappelle Josée Audet, directrice du Département de management. L'avènement du programme de Chaires de leadership en enseignement (CLE), en 2011, a permis à Zone d'investir dans le projet un capital accumulé depuis cinq ans au Fonds de développement coopératif de la Fondation de l'Université Laval.

« Nous n'avions pas de formation de spécialiste dans la coopération et les entreprises collectives à la faculté d'administration », note Robert Mantha, doyen de la FSA. Il n'y avait pas de professeur disponible pour donner de cours dans cette spécialité. « Ce n'était



Grâce au financement de Zone qui couvrira 50 % des coûts d'embauche d'un nouveau professeur, la chaire sera consacrée à l'enseignement et bénéficiera de ce fait aux études de premier cycle, explique le recteur de l'Université Laval, Daniel Brière.

Photo: Nicolas Falcimaigne

pas un créneau d'enseignement bien établi, poursuit le doyen. Cette chaire va permettre d'embaucher un enseignant. » Grâce au financement de Zone qui couvrira 50 % des coûts d'embauche d'un nouveau professeur, la chaire sera consacrée à l'enseignement et bénéficiera de ce fait aux études de premier cycle, explique le recteur, Daniel Brière.

La chaire sera également dotée d'un budget de recherche, mais sa mission sera avant tout la sensibilisation au modèle coopératif et la formation en création,

développement et gestion d'entreprises coopératives.

Les objectifs sont nombreux: sensibilisation du plus grand nombre aux valeurs coopératives; amélioration de la formation en gestion des entreprises collectives; création de matériel pédagogique pour la gestion des coopératives; amélioration des connaissances des intervenants et conseillers en développement économique sur le modèle coopératif; formation des membres de conseils d'administration

de coopératives et d'organismes sans but lucratif; promotion du mouvement coopératif.

Le programme de recherche de la CLE visera essentiellement à « retravailler les cadres de formation, les contenus de formation coopérative », indique Francine Ferland, présidente de la Coopérative de développement régional Québec-Appalaches. Le département de management, précise Robert Mantha, va adapter les cours existants et « même créer de nouveaux cours pour s'assurer que le modèle coopératif est enseigné ».

Ce type de formation répond à un besoin réel dans le milieu. « Il y a de plus en plus de projets qui sont à caractère coopératif ou collectif », constate Josée Audet. « Avec la crise, ça devient plus dur pour les entreprises dans tous les domaines. C'est important que les entrepreneurs se mettent ensemble pour avoir une base plus solide », confirme Fanny Roux-Fouillet, étudiante en journalisme à l'Université Laval. Mathieu Godbout, qui étudie en mathématiques, abonde dans le même sens: « On a peut-être besoin d'un renouvellement dans notre modèle de développement. »

L'intégration des modèles coopératifs à l'offre de formation en management et en création d'entreprises ne peut qu'encourager le mouvement vers de nouvelles approches de développement.

# Ensemble

Presse coopérative et indépendante [www.journalensemble.coop](http://www.journalensemble.coop)

Coopérative de journalisme indépendant  
86, Deuxième rang Est, Trois-Pistoles (Québec) G0L 4K0  
418 860-1699 - [www.journalensemble.coop](http://www.journalensemble.coop)  
redaction@journalensemble.coop

ISSN 1927-9221

POUR CETTE ÉDITION - Rédaction: Claude Béland, Simon Béland, Raymond Corriveau, Geneviève David, Christine Gilliet, Jean-Thomas Henderson, Jean-Maxime Lemerise, Caroline Moreau, Valérie Pellerin, Simon Van Vliet, Jean-François Veilleux et Nicolas Falcimaigne, rédacteur en chef.

Révision: Frédérique Doucet, Christine Gilliet, Anne Falcimaigne et Nicolas Falcimaigne. Illustration: Alexandre April. Photographie et montage: Nicolas Falcimaigne.

Site Web: FairTradeMedia.com - Impression et soutien à la production: Les Presses du Fleuve, Montmagny - Comptabilité: Fédération des coopératives d'habitation de l'Estrie (FCHE) - Administration: Aurélie Anctil-Castonguay - Représentation publicitaire: Jean-Maxime Lemerise.

Conseil d'administration: Alexandre April, secrétaire, Marc Ouimet, trésorier, Dru Oja Jay, vice-président et Nicolas Falcimaigne, président. Co-présidents d'honneur: Claude Béland et Raymond Corriveau.

Administration et ventes: 418 857-2712 - Communiqués de presse: [info@journalensemble.coop](mailto:info@journalensemble.coop)

Parce qu'ensemble, on va plus loin.

La presse coopérative dans les régions de la Capitale-Nationale et de Chaudière-Appalaches

## L'information locale et régionale qui vient des citoyens

Avec la plus grande concentration de journaux coopératifs au Québec, les régions de la Capitale-Nationale et de Chaudière-Appalaches portent en elles les origines d'un mouvement qui pourrait bien changer le visage de l'information au Québec. Face à la concentration de la presse régionale, alors que les journaux privés indépendants passent l'un après l'autre sous la propriété de Quebecor ou Transcontinental, les journaux coopératifs se tiennent debout, résistent à la vague et inspirent la création de coopératives d'information dans plusieurs autres régions du Québec.

Nicolas Falcimaigne

Ce n'est pas un hasard, selon Josée-Anne Fiset, directrice générale du *Courrier de Portneuf*. L'hebdomadaire indépendant est

devenu une coopérative en 1982, lorsque les commerçants ont décidé de résister à la compétition d'un hebdo de Quebecor. «*Ils voulaient avoir de l'information de la région plutôt que de l'information de l'extérieur*», précise Mme Fiset.

Aujourd'hui, le *Courrier de Portneuf* prospère avec une quinzaine d'emplois dont trois journalistes, 405 membres et un tirage de 34 983 exemplaires par semaine. Moyennant la souscription de 500 \$ en parts sociales, les membres bénéficient d'une réduction de 15 % sur les tarifs publicitaires. Depuis cinq ans, la coopérative leur verse également une ristourne de 6 à 7 % sur leur volume d'affaires.

En 1990, le propriétaire du journal *L'Oie blanche*, à Montmagny, s'est inspiré de ce succès pour proposer aux commerçants de se réunir sous forme coopérative, «*se disant sûrement ainsi qu'ils seraient plus fidèles au*



Les Presses du Fleuve, à Montmagny, sont le dernier bastion de l'imprimerie indépendante des journaux à l'est de Montréal. Une Coopérative de travailleurs actionnaire y regroupe les employés.

Photo: Nicolas Falcimaigne

journal que s'ils étaient simplement clients», explique Yannick Patelli, directeur général depuis 12 ans.

Interrogé en marge du Forum coopératif de la Capitale-Nationale, M. Patelli étouffe en affirmant que la concentration des médias dans les mains de deux multinationales, et le fait que les multinationales se soient approprié la publicité nationale, la distribution et l'impression, favorise l'apparition de médias coopératifs.

«*Les prochaines années vont être marquées par une plus grande disparition d'indépendants*», et il y aura «*de plus en plus d'ouvertures de journaux régionaux coopératifs. C'est ce qu'il faut espérer, c'est ce qui permettrait de redonner aux régions la force d'un média collectif*».

Plus de 100 commerces sont aujourd'hui membres de la coopérative, qui offre des tarifs membres sur la publicité et des ristournes, avec un volume d'affaires de 1 à 1,5 million \$ et 22 000 exemplaires par semaine. «*Le journal sait garder son indépendance politique que ce soit au niveau municipal, provincial ou fédéral*», assure M. Patelli, «*ce qui lui donne une grande crédibilité dans laquelle les annonceurs et les lecteurs sortent gagnants*».

C'est l'insatisfaction généralisée envers les journaux locaux existants qui a poussé les citoyens et commerçants de Lévis à fonder un nouvel hebdomadaire en 2001. Sandra Fontaine, qui avait auparavant travaillé pour Quebecor, a accepté d'en prendre la direction, mais «*à condition que ce soit une coopérative et que tout le monde s'engage*».

Mme Fontaine souhaitait ainsi s'assurer que l'engagement se traduise par un engagement à long terme. C'est

donc une coopérative de solidarité qui est devenue l'éditeur du *Journal de Lévis*, tiré à près de 70 000 exemplaires. Son conseil d'administration compte actuellement trois membres utilisateurs (annonceurs), un membre de soutien et deux membres travailleurs.

Dernier-né, le *Journal de Beauce* est pour sa part une coopérative de solidarité qui publie chaque semaine près de 33 000 exemplaires. En 2007, la coopérative comptait une quarantaine de membres, et ils sont maintenant 182, «*preuve que les gens d'affaires beaucerons sentent le besoin d'investir dans des projets régionaux où l'argent reste en région*», commente son rédacteur en chef, Éric Gagnon Poulin.

### UN IMPRIMEUR COOPÉRATIF

Seul imprimeur indépendant de journaux à l'est de Montréal, les Presses du Fleuve fournissent aux journaux indépendants et coopératifs une alternative sans laquelle ils seraient probablement contraints d'imprimer leurs publications chez leurs concurrents directs, Quebecor et Transcontinental.

Fondée à Montmagny en 2005 après la fermeture de l'usine Whirlpool, la Coopérative de travailleurs actionnaire des Presses du Fleuve a permis à ses membres de retrouver un emploi, en souscrivant 2 500 \$ en parts sociales. Elle compte aujourd'hui 35 membres, précise René Fortin, trésorier de la coopérative.

Récemment, l'entreprise a accueilli un locataire, Les Étiquettes PDF, une entreprise privée avec qui elle partage des ressources humaines membres de la coopérative, tout en optimisant son espace.

Énergies renouvelables

## La Coop fédérée devient un leader canadien dans la valorisation de la biomasse agricole

La Coop fédérée a signé le 11 juin dernier une entente de partenariat avec l'entreprise la plus avancée en matière de biomasse au Canada, Prairie Bio Energy Inc. (PBE Group). À l'issue de cette entente, La Coop fédérée deviendra propriétaire de 50 % de l'ensemble des propriétés intellectuelles possédées par PBE Group.

Geneviève David

En réponse à la crise énergétique, les coopératives développent des alternatives et s'investissent dans le développement de nouveaux procédés. C'est ce que signe le tout nouveau partenariat entre La Coop fédérée et Prairie Bio Energy inc. Cette entente permettra à la Coop de devenir un leader canadien dans la valorisation de la biomasse agricole et favorisera le développement de nouveaux projets, tout en permettant de commercialiser des produits et des équipements via un réseau de distributeurs accrédités.

Claude Lafleur, chef de la direction de la Coop fédérée, est enthousiaste: «*Notre nouvelle association avec le leader en la matière au pays est très prometteuse. Il y a un potentiel énorme pour les producteurs d'ici! En effectuant l'acquisition de la moitié des propriétés intellectuelles de la Prairies Bio Energy de Winnipeg, la Coop fédérée gagne en ressources et en projets.*»

### PROJETS ET INVESTISSEMENTS

Ce partenariat permettra à La Coop fédérée la réalisation de plusieurs activités dont des investissements dans des projets de valorisation de la biomasse agricole au Québec et dans d'autres provinces. L'entente permettra la mise en place d'une éventuelle ligne de production des chaudières Blue Flame au Québec, la commercialisation des systèmes de combustion de biomasse agricole Blue Flame dans tout le Canada et aux États-Unis. Son nouveau rôle de leader lui permettra d'offrir assistance professionnelle dans les projets nécessitant des connaissances techniques en lien avec la biomasse agricole ou le Blue Flame et de soutenir le Secteur énergies Sonic dans sa volonté de développer des projets de production de chaleur à partir de la biomasse au Québec.

### PRAIRIE BIO ENERGY

Il faut savoir que l'expertise de PBE se situe dans les systèmes de combustion adaptés à une gamme élargie de biomasse, de même que dans le conditionnement et la densification de biomasses agricoles pour en faire des superabsorbants ou du

biocombustible.

Prairie Bio Energy a été lancée en 2004, à Winnipeg, par deux ingénieurs en aéronautique, Stéphane Gauthier et Eugene Gala. L'entreprise avait alors mis au point un biocombustible constitué principalement de paille densifiée et pouvant remplacer le charbon. Cette source d'énergie fossile est largement utilisée au Manitoba ainsi que dans le reste de l'Ouest canadien.

### VERS UNE USINE DE VALORISATION

La Coop fédérée a proposé à PBE Group de travailler avec elle à l'étude de la mise sur pied d'une usine de valorisation de biomasse au Québec. Cette usine permettrait de transformer différents types de biomasse pour créer de la valeur en région. «*Il y a un potentiel énorme pour les producteurs d'ici. L'expansion que prend La Coop fédérée au Canada, entre autres par l'acquisition d'entreprises du secteur des productions végétales, ouvre la porte à de multiples marchés. La synergie est là! C'est le leadership du Québec tout entier qui est en marche à travers nos actions dans le domaine de la biomasse*», affirme Claude Lafleur.

### UNE PROVINCE RICHE...

«*Le Québec possède un excellent potentiel pour la mise en œuvre d'une filière énergétique à partir de la biomasse, car il y a une population suffisamment importante pour lancer plusieurs projets. Et le coût des carburants fossiles y est plus élevé qu'au Manitoba*», indique Stéphane Gauthier, cofondateur de PBE Group.

Un éventuel projet viserait également à travailler en collaboration avec l'industrie des sables bitumineux pour mettre au point un produit à base de biomasse agricole qui servirait à la remise en état des sols exploités.

### À PROPOS DE LA COOP FÉDÉRÉE

La Coop fédérée représente près de 90 000 membres, regroupés dans 103 coopératives dont les installations sont réparties au Québec, au Nouveau-Brunswick, en Ontario en Alberta, au Manitoba et en Saskatchewan. Elle emploie plus de 10 000 personnes et cumule un chiffre d'affaires de 4,6 milliards \$.

La Coop fédérée est présente dans l'ensemble de la chaîne agroalimentaire et, en tant que grossiste, elle fournit aux producteurs agricoles des biens et des services nécessaires à l'exploitation de leur entreprise, y compris des produits pétroliers, de la quincaillerie et des machines agricoles. La Coop fédérée a 90 ans d'existence en 2012, Année internationale des coopératives.



La biomasse et les biocarburants sont un des nombreux débouchés de la culture du chanvre, qui permettent d'optimiser son rendement.

Photo: Olivier Lalonde, CEROM



### Forum coopératif Chaudière-Appalaches

**Quelles contributions des coopératives aux enjeux de société?**

» Ouvert sur le monde, ce forum permettra de réfléchir aux réponses coopératives face aux enjeux de société actuels, tels qu'ils se vivent en Chaudière-Appalaches.

**35\$, inscription au [www.cdrqa.coop](http://www.cdrqa.coop)**

» Le Forum coopératif de Chaudière-Appalaches s'adresse à tous les acteurs et citoyens de la société, qui ont envie de connaître la coopération, qui ont envie d'approfondir le sujet et qui ont envie de s'impliquer.



**Venez partager votre vision d'un monde meilleur**



Coopérative de développement régional  
**QUÉBEC-APPALACHES**

Un bureau d'experts en entreprises coopératives

[www.cdrqa.coop](http://www.cdrqa.coop)  
418 687-1354





## QUÉBEC SOMMET 2012 INTERNATIONAL DES COOPÉRATIVES

### L'ÉTONNANT POUVOIR DES COOPÉRATIVES

VILLE DE QUÉBEC, CANADA  
8 AU 11 OCTOBRE 2012

Joignez-vous aux délégués provenant de coopératives et de mutuelles de partout dans le monde pour discuter des solutions aux enjeux et défis d'aujourd'hui et de demain.

**Voilà une occasion incontournable d'être partie prenante de l'avenir de la coopération.**

[www.sommetinter2012.coop](http://www.sommetinter2012.coop)

Hôtes






Québec - Coopérative de travail Les constructions Ensemble

## Ensemble pour la construction éthique

Faire rimer passion, honnêteté, éthique, coopération et équité avec construction, c'est possible? C'est ce que s'emploie à démontrer depuis plus de 25 ans la coopérative de travail Les Constructions Ensemble et Paul-Yvon Blanchette, le seul fondateur toujours actif, actuellement secrétaire-trésorier.

Jean-Maxime Lemerise

Planificateur de chantier de l'entreprise, ou *foreman* selon le jargon du métier, M. Blanchette s'assure que les trois équipes de charpentiers-menuisiers aient du travail pour remplir leurs journées, que les contrats soient bien répartis et que le calendrier respecte les échéances. Étonnante rencontre du journal *Ensemble* avec les bâtisseurs du même nom.



Christel Eugène, vice-président.

Photo: Les Constructions Ensemble

Ce qui attire l'attention sur cette coopérative, c'est autant sa longévité d'un quart de siècle que le milieu dans lequel elle évolue, la construction résidentielle. Dans le contexte où les médias, le rapport Duchesneau et la commission Charbonneau mettent en lumière l'élasticité de l'éthique dans ce secteur, comment une coopérative de cinq menuisiers-charpentiers tire-t-elle son épingle du jeu? Paul-Yvon Blanchette ne s'en cache pas, c'est un milieu propice aux fraudes:

« J'ai plusieurs offres de travail au noir reçues au fil des ans, que j'ai toutes déclinées. Aussi bien intentionné soit-il, l'être humain réfléchit toujours lorsque le crime est parfait. Pour nous, c'est le système coopératif qui nous a permis de se prémunir contre les tentations du milieu. »

Le conseil d'administration se rencontre très régulièrement et prend toutes les décisions relatives aux opérations de l'entreprise,



Chantier sur la rue St-François Ouest.

Photo: Les Constructions Ensemble

ce qui assure qu'aucune décision ne reste dans les mains d'un seul individu. « Un petit groupe d'administrateurs-travailleurs de cinq à six personnes est beaucoup plus décisionnel qu'un large groupe qui se rencontre à intervalle mensuel », renchérit M. Blanchette.

### EXPANSION À L'HORIZON?

Malgré tous les bons résultats financiers, les administrateurs n'ont aucunement l'intention de laisser libre cours à l'expansion exponentielle de leur entreprise. Paul-Yvon Blanchette l'explique ainsi: « nous avons un très faible taux de roulement. Une fois que l'on goûte la recette coop, on ne change pas. Si on quitte, c'est pour des raisons de séparation, de perturbation personnelle ou à cause du virus de l'égoïsme. Ça prend environ 2 à 3 ans le temps de probation dans la coop, avant que l'on accepte un nouveau membre au conseil d'administration pour être certain qu'il reste pour les bonnes raisons. »

La main d'œuvre qualifiée est rare, car les cartes de compétence en menuiserie-charpenterie nécessitent beaucoup de temps de compagnonnage et les décrets gouvernementaux en construction sont très stricts. La coopérative a mis toutes les chances de son côté pour garder ceux dont les valeurs suivent. « Pour faire un parallèle avec le hockey, dans le cas d'une mise à pied, ça se parle le long des bandes lorsqu'il y en a un qui ne fait pas l'affaire. On lui donne ses parts



Les cinq membres actuels des Constructions Ensemble: Paul-Yvon Blanchette, secrétaire-trésorier, Christel Eugène, vice-président, Pierre-Yves Rancourt, administrateur, Yohann Poitras, président et Benoit Paris, administrateur.

Photo: Les Constructions Ensemble

et on le remercie, mais ça arrive rarement, on a plus de misère avec les sous-contractants », explique Paul-Yvon Blanchette.

Quand on lui demande ce qu'il pense de la situation actuelle du milieu de la construction, il croit qu'il y a beaucoup de ménage à faire. Avec un volume d'affaires d'un millions \$ par année, la coopérative est une très petite entreprise si on la compare aux gros joueurs du milieu de la construction.

« Globalement, pour les petits joueurs, le gouvernement contrôle assez bien le travail au noir en obligeant les entreprises à afficher leurs numéros d'enregistrement de la Commission de la construction du Québec sur les véhicules par exemple. Les clients sont les yeux de la police, soutient le fondateur. Le gouvernement doit renforcer ses lois aux niveaux commercial et institutionnel, où beaucoup d'argent est en jeu. La collusion entre deux ou trois gros joueurs, l'octroi de contrats municipaux et des relations avec les partis politiques doivent vraiment être objets d'enquête. Je suis satisfait que la commissaire Charbonneau soit bien outillée légalement pour faire ses enquêtes, contrairement au commissaire Bastarache (dans le cas de la nomination des juges) qui lui, n'avait pas grand pouvoir. Comme ça, elle pourra creuser plus loin. Le gouvernement a laissé traîner la situation trop longtemps, il faut rester vigilants. »

Pour relever les défis des prochaines années, Les Constructions Ensemble peuvent compter sur une main d'œuvre jeune, compétente et engagée. Lorsque le moment sera venu de se retirer tranquillement du travail manuel, Paul-Yvon Blanchette aura de quoi être fier de la relève. Comment souhaite-il transférer ses connaissances accumulées au fil du temps? « Je ne sais pas encore ce que l'avenir me réserve, mais j'aimerais bien enseigner les vertus du modèle coopératif à d'autres », conclut ce bâtisseur de la coopération en construction au Québec.



Pierre-Yves Rancourt, membre.

Photo: Les Constructions Ensemble



C'est l'histoire de gens d'ici qui ont eu une grande idée. L'idée de s'unir pour se relever des pires catastrophes et se reconstruire, ensemble. C'est l'histoire de l'assurance au Québec, au service du vrai monde. Promutuel, 160 ans à réinventer l'assurance.



Promutuel Appalaches - St-François  
1 877 335-2770

Promutuel Beauce-Etchemins  
1 800 463-1651

Promutuel Bellechasse-Lévis  
1 800 463-1911

Promutuel du Littoral  
1 800 561-4623

Promutuel Lotbinière  
1 800 561-4110

Promutuel Montmagny-L'Islet  
1 888 265-7940

Promutuel Portneuf-Champlain  
1 888 888-1229

promutuel.ca



## POSTE DE DIRECTION GÉNÉRALE

### Direction générale

Le nouveau journal Ensemble, média du monde coopératif au Québec, connaît actuellement un développement fulgurant, porté par l'Année des coopératives. La coopérative recherche une personne pouvant soutenir le conseil d'administration pour assurer le développement des affaires, des abonnements et du marché publicitaire de cette publication à fort potentiel, ainsi que sa gestion administrative. Nous vous invitons à nous faire parvenir une candidature conformément à la description suivante :

### Objectifs généraux

- » Réalisation du plan d'action de la coopérative
- » Gestion administrative de la coopérative
- » Développement des abonnements
- » Prospection de nouveaux clients annonceurs, pour les éditions web et papier
- » Communiquer quotidiennement avec les clients par téléphone et en personne, partout au Québec, afin d'atteindre et dépasser les objectifs de vente fixés
- » Maintenir un bon suivi et assurer un service hors pair à la clientèle existante

### Tâches

- » Administration et comptabilité, gestion du développement des services administratifs
- » Maintenir à jour et développer la liste de clients lecteurs et annonceurs avec coordonnées et suivi
- » Maintenir à jour et développer les outils de vente destinés aux clients et les outils de calcul utilisés à l'interne
- » Communiquer avec les nouveaux clients et leur faire suivre la documentation
- » Rencontrer chaque nouveau client pour lui présenter le journal, sauf exception. Proposer tous les produits et services de la Coopérative en utilisant le **Profil corporatif**.
- » Conclure les ententes publicitaires les plus avantageuses et les plus durables avec chacun des clients et en effectuer le suivi.
- » Participer au développement de l'offre de services de la Coopérative (notamment la publicité web) et à des activités de promotion
- » Agir en tout temps sous la coordination du conseil d'administration de la coopérative, et en collaboration avec les autres membres de l'équipe.

**Conditions :** salaire de base et commissions sur les ventes.

Possibilité d'être basé n'importe où au Québec, et nécessité de se déplacer facilement pour réaliser des démarches dans toutes les régions.

Sur réception de votre candidature conforme, transmise par courriel dans les plus brefs délais à l'adresse [coop@journalensemble.coop](mailto:coop@journalensemble.coop), nous vous informerons de la suite du processus.

**Au plaisir de coopérer, parce qu'ensemble, on va plus loin !**



# Citoyens



## Éducation Un collège coopératif

La coopérative s'adapte à toutes situations. Le Québec en fait la démonstration et compte des coopératives dans pratiquement toutes les formes d'activités. Par exemple, il existe, à Montréal, une association coopérative dans le secteur de l'enseignement de niveau secondaire!

Claude Béland

Au temps où il n'existait pas de Ministère de l'Éducation, soit en 1886, les Frères des Écoles chrétiennes fondaient, à Montréal, un collège (privé, bien entendu) afin d'offrir une éducation complète aux adolescents du temps. Puis virent les années 1960 et la Révolution tranquille.

À la suite du fameux rapport Parent et de la démocratisation de l'éducation, les Frères des Écoles chrétiennes décident de fermer leur collège, en 1969. Pourtant, le Collège est fort apprécié des parents des élèves: ils décident donc de se regrouper dans le but d'assumer la propriété indivise du Collège, de participer aux décisions, de partager les avantages et responsabilités sur une base d'égalité, et d'assurer la pérennité de ce collège.

Les parents assurent, depuis 43 ans, la gouvernance du Collège, en collaboration évidemment avec le Ministère de l'éducation du Québec.

Ils veulent une organisation fondée sur ces 4 «P»: propriété collective, participation, partage et pérennité. Ils en concluent que seule l'association coopérative leur permet de réaliser leur projet, ce qui fut fait. Par le truchement de la coopérative, les parents assurent, depuis 43 ans, la gouvernance du Collège, en collaboration évidemment avec le Ministère de l'éducation du Québec.

Une association qui permet de maintenir la haute réputation du Collège et autorise cette affirmation qu'on peut le lire dans le court historique du Collège publié sur internet: « Assurément, le Collège Mont-Saint-Louis est plus qu'une école, c'est un milieu de vie, tant pour les enfants qui le fréquentent que pour le personnel qui y travaille ».

Décidément, l'association coopérative, en tant qu'agent de changement, permet aux populations de croire, malgré toutes les turbulences récurrentes, en une société démocratique - une société gouvernée par le peuple et pour le peuple.

Claude Béland est coprésident d'honneur de la Coopérative de journalisme indépendant, éditeur du journal Ensemble. Il a été président du Mouvement Desjardins de 1987 à 2000.

Éditorial

## Prendrons-nous la défense de la démocratie ?

« Celui qui reste neutre devant l'injustice a choisi le camp de l'oppressé. » Cette phrase célèbre du prix Nobel de la paix 1984, Desmond Tutu, circule abondamment sur les réseaux sociaux, alors que par le monde se lève un mouvement qui réclame plus de justice sociale et de démocratie.

Nicolas Falcimaigne

Au Québec, face au mouvement étudiant opposé à la hausse des frais de scolarité, le gouvernement libéral majoritaire a laissé la crise s'envenimer, pour ensuite promulguer la loi 78, décriée de toutes parts pour ses atteintes aux droits fondamentaux.

Cette loi ne s'attaque pas seulement au droit de manifester, de se rassembler et de s'exprimer. Cette loi ne menace pas seulement la capacité de la société civile à exercer des moyens de pression lors de la prochaine campagne électorale.

Cette loi va jusqu'à donner un pouvoir législatif au ministre de l'Éducation, qui peut dorénavant « prévoir toute autre adaptation nécessaire aux dispositions de la présente loi ainsi qu'aux dispositions de toute autre



Comme partout au Québec, les casseroles ont retenti à Lévis, berceau de la coopération.

loi et de ses textes d'application » (article 9). Cette disposition anticonstitutionnelle a été dénoncée par l'opposition officielle et des juristes de toute allégeance comme une atteinte aux fondements de la démocratie et notamment à la séparation des pouvoirs.

C'est comme si on confiait à un administrateur le pouvoir d'interpréter et de modifier unilatéralement les règlements de régie interne de la coopérative. L'État, cette « grande coop », ne devrait-elle pas plutôt convoquer son assemblée générale ?

Cette valeur coopérative qu'est la démocratie, ne devrions-nous pas, en tant que mouvement coopératif, la défendre

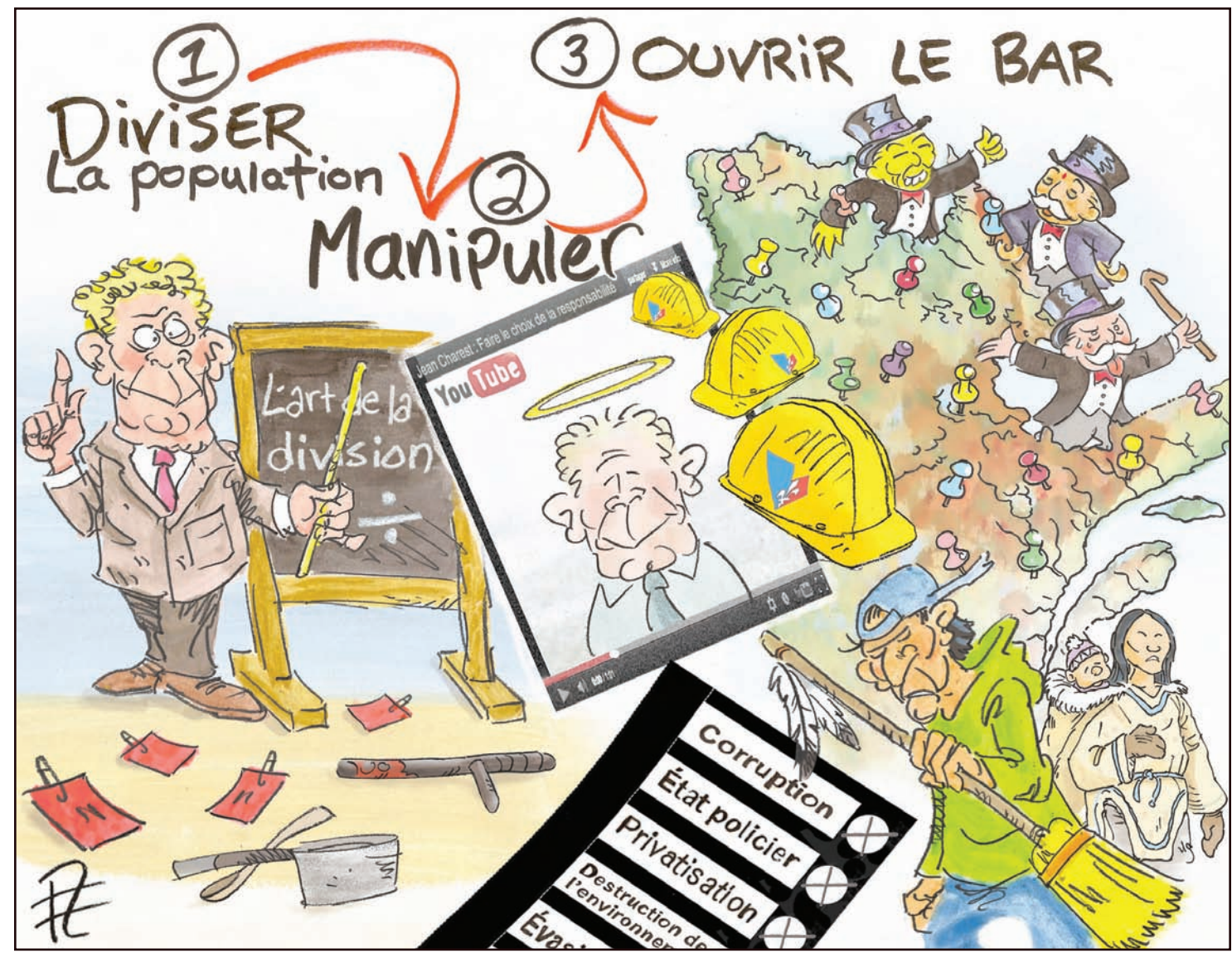
publiquement comme l'ont fait tant d'autres groupes? Même les Forums jeunesse régionaux, dont chacun sait qu'ils sont financés directement par le ministère du Conseil exécutif, ont pris position dans l'espace public.

N'est-il pas temps que le mouvement coopératif, ce géant économique, se lève politiquement pour défendre les droits de ses 8,8 millions de membres, les citoyens ?

Qu'en pensez-vous? Nous publierons vos réponses dans un prochain article.

Participez: question@journalensemble.coop

# Idées



La grande séduction ?

Illustration: Alexandre April

# Médias



Crise sociale

## Journalistes victimes des chroniqueurs

La crise étudiante, devenue officiellement sociale en raison du gouvernement qui a promu la loi 78, mérite un long examen des comportements médiatiques. Il n'était pas toujours facile aux yeux de tout le monde d'imaginer concrètement les dangers d'une trop grande concentration de la presse. Alors même que le vent de la désobéissance civile souffle encore et le bruit des casseroles se fait toujours entendre, nous la voyons illustrer au quotidien.

Raymond Corriveau

Grâce à la crise étudiante, nous avons désormais un exemple concret des méfaits de la concentration des médias dans les mains de quelques groupes (personnes). C'est avec beaucoup de trouble que l'on a pu observer certains journalistes se faire conspuer par des manifestants.

Selon ma conception des choses, les journalistes ont toujours combattu le silence et cherché à découvrir les vérités que les puissants voulaient dissimuler. Voilà que les manifestants s'en prennent à ceux-là même qui auraient pu leur donner une voix!

J'ai alors senti le besoin d'élargir mes sources d'information. La presse privée, aussi bien écrite qu'électronique, m'a révélé un tout autre corpus d'où l'information ne filtrait que très peu, puisqu'elle était littéralement ensevelie sous le commentaire et la chronique.

Et là, j'ai commencé à comprendre. La voix des maîtres se faisait bien entendre, avec plus ou moins d'élégance selon le média, dans un tir groupé et implacable. Il n'y avait dans ce message de la rue rien à entendre et tout à condamner. Cette rupture ne pouvait qu'exaspérer les manifestants qui associent chroniqueurs et journalistes. Avec le traitement qu'on leur réserve, il ne faut pas se surprendre que quelques porteurs de carrés rouges aient pu confondre l'un et l'autre.

À la longue, en répétant la même chose d'un média à l'autre, d'un chroniqueur à l'autre, à force d'atténuer le travail des journalistes par la chronique, on crée une normalité d'interprétation, un socle commun du jugement. Il y a donc un effet.

L'effet s'est manifesté dans le traitement que certains ont réservé aux journalistes, mais aussi et surtout dans le renoncement à un cadre plus élargi d'interprétation de la cause qui a poussé des centaines de milliers de personnes à occuper la rue. Je me suis demandé, par la suite, de quel progrès social ces chroniqueurs pouvaient devenir les défenseurs. Je cherche encore.

Raymond Corriveau est coprésident d'honneur de la Coopérative de journalisme indépendant, éditeur du journal Ensemble. Il a été président du Conseil de presse du Québec de 2004 à 2009.

Simon Parent, 18 ans Étudiant en sciences humaines Cégep de Granby, Haute-Yamaska

# Lettres

Pour un printemps de réaffirmation collective

Ce printemps a fait éclore de nombreuses réflexions. Face aux bouleversements sociaux et à la remise en cause du système enclenchée par les étudiants québécois, l'esprit aguerri ne peut ignorer ou même survoler nonchalamment les questions fondamentales qui en découlent. Ma génération a joué son rôle; la jeunesse a toujours su amorcer le remaniement des idées. Elle a semé le doute, l'étonnement. Elle a lancé les débats dans un Québec amorphe qui stagnait philosophiquement depuis sa dernière lutte référendaire. J'ai cru sentir les valeurs humanistes des étudiants rejouir dans l'esprit des gens qui les avaient abandonnées à travers les méandres de la routine. J'ai croisé mes aînés, les artisans de la Révolution tranquille, dans les rues de Montréal au cours des manifestations spontanées qui ont criblé la métropole. J'ai

les contestations étudiantes ont révélé un appui plus fort à l'extérieur de Montréal que l'inverse. Cependant, la métropole est l'endroit où surviennent les débordements tandis que bien des villes sont moins touchées et sont finalement spectatrices via les médias d'information. La vision externe du conflit étudiant est dénuée de contact réel avec la mobilisation citoyenne. Elle est faussée. Après tout, critiquer le système ne signifie pas désirer le chaos ou la violence, c'est une réflexion nécessaire à une saine vie politique et commune.

Il nous faut être entendus non pas seulement comme électeurs, mais aussi comme citoyens. Nous avons trop longtemps laissé le jeu politique pourrir par complaisance. Nos élections deviennent des campagnes de séduction de travailleurs et cette dérive électoraliste a assez duré. Il est

orgueil qu'on se borne à œuvrer dans la désuétude du jeu politique établi.

Pourtant, il ne s'agit là que de la pointe de l'iceberg que représente le chantier démocratique auquel nous devrions avoir droit. Un jour, nous aurons à définir nos règles pour qu'enfin la souveraineté de l'État émane du peuple, dans le Canada ou pas. Plus les gens sont consultés sur les sujets qui les touchent, mieux se porte la démocratie. Les mouvements citoyens allant en ce sens se multiplient. La Coalition pour la Constituante et le Mouvement démocratie et citoyenneté du Québec (MDCQ) incarnent cette volonté de réformer notre démocratie.

Parlons-nous, entre casseroles et chaudrons, dans nos rues et nos salles à manger. Prenons le contrôle sur notre destin en entamant cette réflexion. Sommes-nous prêts à engranger la réorientation de notre



Manifestation nocturne en marge du Grand prix de formule 1 de Montréal, le 9 juin, angle Crescent et Sainte-Catherine.

Photo: Nicolas Falcimaigne

vu l'espoir en leurs yeux et la révolte en leur cœur. Il ont été une inspiration pour moi ces derniers temps.

Désormais, à travers la province, l'esprit de corps renaît dans le vacarme tonitruant de casseroles au crépuscule. Le Québécois moyen commence à goûter aux plaisirs de l'action citoyenne qui avait plus récemment été monopolisée par les étudiants. Une réalité oubliée est le tissu social qui se forme dans la contestation populaire. Une fois les manifestations humanisées par un contact dépassant les reportages extérieurs qui ne s'en tiennent qu'aux débordements, on ne peut rester indifférent.

Les sondages sur une loi visant à réprimer

aberrant qu'on en soit à se limiter à choisir parmi l'un des programmes proposés et à s'abonner à la même logique pour un mandat en déléguant les décisions à un groupuscule.

Le député de Nicolet-Yamaska Jean-Martin Aussant a déposé le 25 mai un projet de loi visant la modernisation de nos institutions démocratiques. Son plan comporte des points qui passent d'élections à date fixe, de financement entièrement public des partis politiques à un mode de scrutin proportionnel. Une telle réforme est profitable à l'émergence des idées nouvelles plutôt qu'à la stagnation de celles-ci dans des institutions partisanes. Les grands partis près du pouvoir s'opposent toujours à ces changements puisqu'ils diminuent leur emprise sur l'organe décisionnel. C'est par

Des Rencontres du Mont-Blanc à Rio+20

## Éducation et entrepreneuriat collectif: deux ingrédients pour la relève de l'économie sociale et solidaire

Du 9 au 12 novembre 2011 se tenaient à Chamonix les 5e Rencontres du Mont-Blanc (RMB). Depuis 2004, ces initiatives socio-économiques réunissent des dirigeants de l'économie sociale et solidaire (ÉSS) de tous les continents afin de favoriser la visibilité, la légitimité et la reconnaissance internationale de ce mouvement. Aussi appelées Forums internationaux des acteurs de l'économie sociale, elles entendent démontrer qu'il est possible d'entreprendre autrement pour concilier efficacité sociale, civique, environnementale et économique. En somme, il s'agit d'un sommet essentiel pour assurer la cohésion globale de l'économie sociale mondiale où sont traités de nombreux sujets intrinsèques au mouvement et où sont établies les bases à venir pour toutes les parties prenantes qui croient en l'importance d'une économie ayant comme prémisses la solidarité, l'équité, la démocratie, la liberté, l'égalité et la dignité.

Sous le thème « *L'économie sociale, un nouveau modèle de développement ?* », les gens présents à cette cinquième édition ont élaboré une position commune, intitulée *Cinq chantiers et 20 propositions pour changer de modèle à l'heure de Rio+20*, afin de la présenter aux 194 chefs d'État présents lors de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable à Rio de Janeiro au Brésil en juin 2012 (Rio+20). Ce fut l'occasion pour les dirigeants d'économie sociale et solidaire de définir le rôle qu'ils occupent sur l'échiquier économique mondial actuel et celui qu'ils souhaitent tenir suite à cette conférence de l'ONU.

Lors de cet événement, outre les nombreuses conférences pertinentes données par des experts venant d'horizons complémentaires, plusieurs ateliers thématiques ont permis aux participants d'échanger sur les enjeux des cinq chantiers contenus dans le document rédigé préalablement par le comité scientifique des RMB. Ces espaces de délibérations, mettant à profit l'aspect démocratique de la démarche, ont permis de bonifier le document d'orientation synthétisé dans la *Lettre aux chefs d'État* qui étaye de façon succincte les 20 propositions essayées et développées dans le cadre des RMB.

Une délégation jeunesse du mouvement coopératif québécois était sur place. Deux de ses représentants, Simon Béland et Jean-Thomas Henderson, livrent ici un extrait de leur compte-rendu, dont l'intégrale sera bientôt disponible sur [www.journalensemble.coop](http://www.journalensemble.coop).

Comment intégrer les jeunes dans les structures existantes? Voilà une question qui préoccupe cadres et dirigeants de nombreuses entreprises d'économie sociale.

Simon Béland  
Jean-Thomas Henderson

Pendant plus d'une heure, les participants y ont discuté d'une dimension fondamentale de l'ÉSS: l'importance d'arrimer jeunesse, citoyenneté et intégration en ayant comme prémisses centrale deux notions essentielles qui se situent en amont de toute la société et qui ont une influence intrinsèque chez tous les jeunes: l'éducation et l'entrepreneuriat collectif comme point central d'un avenir commun via une participation citoyenne active.

### L'ENTREPRENEURIAT COLLECTIF: VIVRE LES VALEURS PLEINEMENT

Les participants qui ont collaboré à cet atelier ont eu la chance d'assister à une présentation sommaire de trois organismes qui œuvrent au quotidien dans l'intégration des jeunes via l'ÉSS.

La thématique de l'entrepreneuriat a été amenée par la conférencière Claire Mollard, de Coopaname, et supportée ensuite par Jean-Luc Chautagnat, d'Oxalis. Ces deux organisations sont des Coopératives d'Activité et d'Emploi (CAE), c'est-à-dire des entreprises partagées où les membres viennent s'y créer un emploi salarié.

Très innovatrice, cette approche permet aux participants de se lancer dans une activité de leur choix et de recevoir un accompagnement tout au long du démarrage et du développement. Ce mouvement a connu une croissance fulgurante dans les quinze dernières années avec 68 CAE, 4000 entrepreneurs salariés et 37 millions d'euros de chiffre d'affaires.

Au Brésil, les jeunes du monde culturel ont franchi une étape de plus en créant une économie à part. Carolina Tokuyo Rodrigues a présenté le mouvement Fora do Eixo, un réseau d'échange de services artistiques. Après seulement cinq ans d'existence, 106 collectifs se sont formés dans les 26 états du Brésil et dans quatre autres pays. Les membres accumulent des heures de travail qu'ils peuvent ensuite échanger contre les



La délégation jeunesse était composée de Jean-Thomas Henderson, co-fondateur et directeur hôtelier de la Coopérative de solidarité V.E.R.T.E., Julie Lemire, coordonnatrice du Pôle économie sociale Abitibi-témiscamingue, Pierre Luc Vézina Labelle, candidat à la maîtrise en développement régional à l'UQAC, Marie Paule Robichaud, agente de recherche et développement au CQCM, Simon Béland, vice-président de la Coopérative de journalisme indépendant et Marlène Gaudreault, éco-conseillère et coordonnatrice de la Coop Nord-Bio.

Photo: Délégation jeunesse aux RMB

services d'autres membres sur la base qu'une heure de travail vaut le même tarif, peu importe dans quel domaine et le nombre d'années d'expérience.

Ces exemples nous démontrent que les jeunes sont prêts à assurer la relève si on leur en donne l'opportunité. La salle a été unanime à affirmer que pour un mouvement d'économie sociale fort, il faut encourager la création et le développement d'entreprises collectives. Les apports de cet atelier aux RMB se traduisent concrètement dans les propositions 2 et 3 présentées dans le Chantier 1 de la *Lettre aux Chefs d'État*: Démocratiser l'économie, favoriser sa territorialisation et réguler la finance:

- Soutenir fortement la prise ou la reprise de contrôles des biens communs à travers des modes de gestion collective (eau, terre, ressources naturelles...) par les communautés et les États à partir, plus particulièrement, du développement de coopératives, de mutuelles et d'associations. En effet, l'économie sociale, évolutive, a la capacité de créer de nouvelles formes d'entreprises et

d'organisations, sous des formes de propriété à la fois collective et privée qui assurent mieux une durabilité aux entreprises et organisations (formes coopératives, associatives, mutualistes) et une accessibilité à des biens et services (semences libres, logiciels libres...);

- Soutenir avec plus de force la « biodiversité » de l'économie, de l'entrepreneuriat collectif et le développement durable et solidaire des territoires par des politiques et des législations qui leur sont favorables. Nous renforcerons ensemble, sur la base de nos objectifs communs, les liens entre l'ÉSS, l'État et les collectivités territoriales, en nouant des partenariats étroits, tant à l'échelle nationale que locale, en s'appuyant sur l'ancrage territorial des coopératives, mutuelles, associations et fondations, pour favoriser l'accès des jeunes à l'emploi ou encore soutenir le développement de réponses adaptées aux nouveaux besoins.

Cette stratégie de l'entrepreneuriat rejoint

par ailleurs celle lancée par le gouvernement du Québec, où 450 millions \$ seront investis sur trois ans avec la thématique « *Foncez! Tout le Québec vous admire* ». Il est intéressant de constater qu'une des cibles de cette nouvelle stratégie québécoise concerne « *le développement du modèle coopératif québécois* », ce qui est en droite ligne avec les propositions 2 et 3 des RMB.

### ÉDUCATION ET ENTREPRENEURIAT COLLECTIF: PERSPECTIVES D'AVENIR

L'éducation et l'entrepreneuriat collectif sont les deux ingrédients de l'intégration des jeunes dans le cadre de l'économie sociale et solidaire. L'un et l'autre se renforcent, créent des conditions essentielles à l'émancipation de la jeunesse et mobilisent les divers acteurs vers une économie basée sur des valeurs humanistes, coopératives et intégratives.

Il s'agit d'un débat fondamental, car si les divers acteurs de l'ÉSS désirent présenter le mouvement comme une alternative crédible au modèle actuel, il est important de changer les dynamiques présentes en amont du modèle. Et c'est autant l'éducation que la création d'entreprises qui sont les éléments principaux dictant l'évolution de la société.

En créant davantage de coopératives, d'organisations à but non lucratif et de fondations tout en misant sur une éducation permanente, en mettant réellement en place les propositions relatives à cette orientation, il sera possible de commencer à imaginer un monde meilleur, un monde en couleurs, un monde où l'humain est au coeur des préoccupations et où le fatalisme économique ne dicte plus l'ensemble des orientations des grands décideurs.

Avec l'ONU qui a proclamé 2012 « *Année internationale des coopératives* », il s'agira d'une période historique unique qui sera propice au renouvellement du discours pédagogique axé sur l'éducation et qui créera *de facto* une fenêtre d'opportunité exceptionnelle pour mettre en œuvre de réelles stratégies afin de soutenir le développement de l'entrepreneuriat collectif.

Les Rencontres du Mont-Blanc ont ainsi été une étape pour définir les fondements sur lesquels doivent s'appuyer une gouvernance mondiale et démontrer en quoi l'économie sociale peut favoriser un développement durable intégré.

Croire en la jeunesse et l'importance de son intégration via l'entrepreneuriat collectif: c'est un des principaux défis à venir pour l'économie sociale et solidaire et pour assurer le développement d'une participation citoyenne accrue ancrée dans les réels besoins des diverses communautés à travers le monde.

Espérons que Rio+20 en soit le moment fondateur.

Bécancour - Coopérative artistique La Nébuleuse

## D'ailes de papier et de rêves de couleurs

La Coopérative artistique La Nébuleuse a été fondée en avril 2011 et a son siège social à Bécancour. Elle a pour mission d'opérer une maison d'édition, les Éditions Bleunavire, orientée vers la littérature des écrivains de la relève, entre autres. Également, l'Atelier Bleu rêve de devenir un instrument de diffusion des arts visuels, mais surtout un endroit de création, ouvert à tout un chacun qui a l'appel de créer, en offrant divers cours. Finalement, elle a aussi des portes ouvertes sur le monde, cette francophonie vaste et belle qu'elle explorera avec son Réz'eau qui veut favoriser les échanges et réduire les distances culturelles. C'est une belle aventure qui commence pour ces quelques comparses insatiables de culture! Les Éditions Bleunavire compte présenter ses premières publications à l'automne 2012. Voici en exclusivité un extrait du roman intitulé provisoirement *Témoins d'humanité*.

Je le vois s'approcher lentement du bivouac. Il marche dans la lueur du soleil couchant, sa stature grande et fière découpe les derniers rayons du jour en suivant la forme de son habit traditionnel et de sa belle chèche noire et bleue. Presque arrivé jusqu'à nous, il nous sourit et se pose lentement sur le coussin. Il enlève ses lunettes de soleil, nous regarde et sourit à nouveau, visiblement content de cette pause. J'étais contente aussi. J'aime beaucoup sa présence. Il a la capacité de mettre les gens rapidement à l'aise, belle qualité pour un guide! Sa présence rassure, fortifie et sécurise.

Caroline Moreau

Hicham est la première personne que nous avons rencontré à Marrakech. Il nous attendait à l'aéroport, affiche à sa main et l'impatience dans sa posture. Il faut dire que cette fois-ci, l'attente aux douanes marocaines a été particulièrement longue. Le premier contact a été fort sympathique. Le voyant ainsi armé de son sourire et de son regard attrayant, je pressentais déjà que cet homme qui m'était jusqu'alors inconnu jouerait un rôle majeur dans mon séjour. Assise sur la banquette arrière du 4 X 4, j'exultais de joie de me retrouver à Marrakech, de revoir cette belle rouge si magique et qui m'envoûte indescriptiblement. En regardant le paysage qui me semblait à la fois nouveau et familier, j'avais déjà hâte de connaître plus Hicham pour découvrir la réelle beauté humaine qui l'animait. Il faut dire que notre chemin ensemble s'annonçait assez particulier. J'allais marcher avec lui dans le désert saharien pendant trois jours! Il faut bien avouer que c'est un parcours peu commun. C'est donc à Marrakech que tout a commencé pour nous deux.

### LE DÉSERT

C'était un jour chaud, à l'ombre de l'acacia. Une douce brise nous saluait dans son passage. Le regard de Hicham se perdait au loin comme si le brun verdâtre de ses yeux voulait se confondre avec les dunes. Peut-être discutait-il avec le désert, tentait-il de le comprendre ou de le saluer pour cette nouvelle visite qu'il lui rendait, je ne le savais pas. Je n'avais pas encore trouvé la façon de décrypter ses yeux. Par contre, j'ai pu comprendre que le temps vivait dans ses yeux. À bien y penser, je suis vraiment une femme chanceuse. Les gens que nous croisons dans notre vie peuvent laisser une trace indélébile. Il y a de ces gens qui ont quelque chose en eux qui nous parle directement, faisant d'eux, à nos yeux, des êtres d'exception. [...]

Il paraît évident de dire qu'un guide est essentiel pour quiconque veut aller vivre quelques jours dans le désert. Je ne savais pas comment étaient les autres guides, mais Hicham était vite devenu plus qu'un guide, il était désormais un compagnon, un ami. Il discutait avec nous, s'intéressait à nos vies, il chantait, riait, partageait nos moments de folie et respirait le silence du désert avec nous.

Marcher avec quelqu'un nous en apprend beaucoup sur la personne qu'il est. Je crois qu'au final, si j'ai appris à connaître Hicham et mon amie Marie-Hélène encore plus, j'ai surtout appris à me connaître davantage et à devenir mon propre compagnon. Bien sûr, les expéditions dans le désert sont préparées et les réserves calculées, mais partager sa survie avec quelqu'un, c'est un acte de confiance et de foi. Cette foi que nous pouvons avoir en un autre humain, cet autre à qui nous remettons une part de nous-mêmes. À suivre...



Galaxias Singularis - Plaques de verre laminées, 2010. Cette œuvre de Caroline Moreau est une réflexion sur le monde qui habite en chacun de nous et donc sur notre unicité faisant de nous une petite galaxie. D'un regard extérieur, certains pourraient penser qu'il est facile de voir à travers l'autre, mais il ne sait pas que chaque couche de sagesse et d'expérience fait dévier la lumière d'une façon particulière. Nul ne peut dire à quel point l'autre est un monde extrêmement complexe. Nous essayons de trouver notre axe personnel, notre équilibre, mais il nous arrive parfois quelques erreurs d'aiguillage. Cette pièce de verre est un univers en soi, une galaxie singulière, dans lequel notre regard se plonge et se perd comme une méditation, une respiration sans fin dans une recherche de soi et de l'autre...

Photo: Caroline Moreau

Courant  alternatif  
coopérative de travail

## Entrepreneur électricien

Spécialiste en rénovation et installation résidentielle, commerciale, institutionnelle et industrielle

418 523-1936

[courantalternatifcoop@gmail.com](mailto:courantalternatifcoop@gmail.com)

Un rabais de 5 % est applicable pour les coopératives de tout genre

Le journal Ensemble publie régulièrement de l'information en ligne. Reportages, photos et vidéos exclusifs sur la coopération, les régions et les grands enjeux de société.

[www.journalensemble.coop](http://www.journalensemble.coop)

Suivez nous...






# Le poids économique des coopératives<sup>1</sup> des régions de la Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches, c'est



**1,2 MILLIARDS \$ DE CHIFFRE D'AFFAIRES**  
**681 MILLIONS \$ D'ACTIF**  
**240 MILLIONS \$ D'AVOIR DES MEMBRES**

**Mais aussi : 11 000 emplois<sup>2</sup>**  
**1,25 million de membres<sup>2</sup>**  
**574 caisses et coopératives**

<sup>1</sup> coopératives non-financières  
<sup>2</sup> incluant Desjardins

Notre but premier est de regrouper, mais surtout de représenter les coopératives des régions de Québec et de Chaudière-Appalaches. L'idée est de créer un climat et des conditions favorables à l'émergence de projets coopératifs dynamiques et mobilisateurs. La CDR Québec-Appalaches représente donc un carrefour coopératif régional, un point de convergence des promoteurs de projets coopératifs.

#### Nous avons les mandats de :

- Faire la promotion et la concertation des coopératives en région;
- Offrir des services techniques aux promoteurs de nouvelles coopératives;
- Offrir des services d'accompagnement et de suivi spécialisés aux coopératives existantes.

Chacune de nos actions est motivée par la certitude que la coopération peut répondre aux besoins des citoyens et doit être mise à l'avant-scène dans le développement socio-économique des régions de Québec-Chaudière-Appalaches.

**» Une coopérative, c'est plus qu'un nom, c'est une façon de faire qui s'incarne dans toutes les facettes de l'entreprise.**



Coopérative de  
développement régional  
**QUÉBEC-APPALACHES**

Un bureau d'experts en  
entreprises coopératives

www.cdrqa.coop  
418 687-1354



## 2012 : ANNÉE INTERNATIONALE DES COOPÉRATIVES

L'Organisation des Nations Unies (ONU) a déclaré 2012 l'Année internationale des coopératives. 2012 vise à sensibiliser l'opinion publique sur le modèle d'affaire coopératif et à accroître la reconnaissance des coopératives auprès des gouvernements.

Régionalement, la CDR Québec-Appalaches tient deux forums coopératifs, un dans la Capitale-Nationale en mai 2012 et un dans Chaudière-Appalaches le 19 septembre 2012. Ces forums seront des événements qui refléteront les réalités singulières de chaque région, et porteront sur la contribution ou la réponse coopérative et mutualiste aux défis et enjeux de société.

**» VENEZ PARTAGER VOTRE VISION D'UN MONDE MEILLEUR**



2012  
Année  
Internationale des  
**Coopératives**